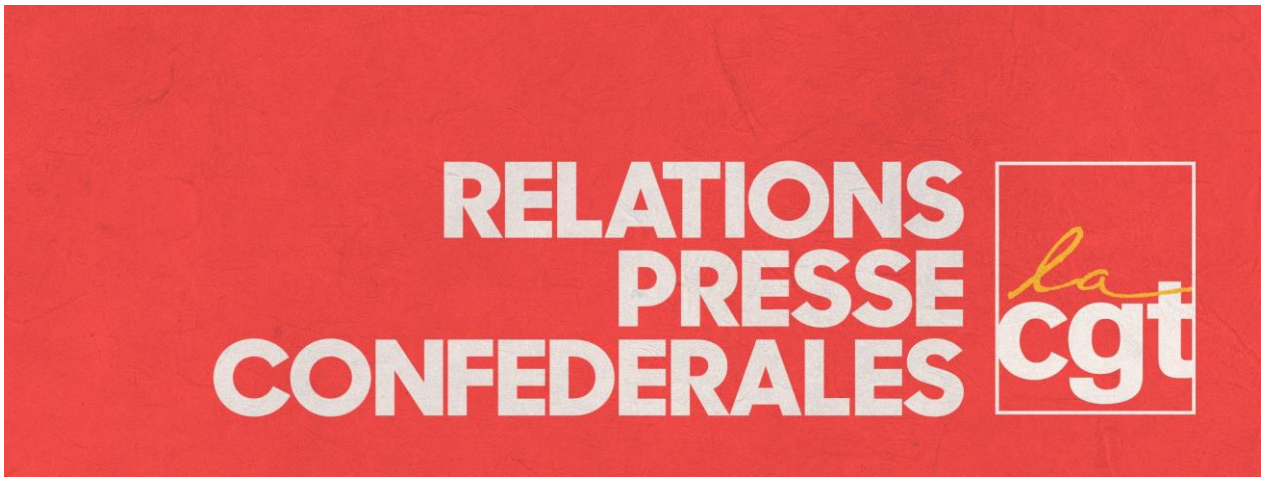

Communiqué de presse

18 décembre journée internationale sur la protection internationale des droits des migrant·es et leur famille - Journée de lutte pour l'égalité des droits

Pour la CGT, le 18 décembre n'est pas une journée de commémoration, ou une journée symbolique, c'est une journée de lutte pour l'égalité des droits, le respect et la dignité.

En effet depuis le vote de la loi immigration puis l'abrogation de la circulaire Retailleau, qui permettait notamment la régularisation administrative des travailleurs et travailleuses, les droits des migrant·es sont mis à mal.

Depuis la situation ne cesse de se dégrader et c'est l'ensemble des personnes étrangères qui se retrouvent en situation de précarité administrative. Au-delà de l'absence de perspective de régularisation administrative, les conditions de renouvellement de titre de séjour deviennent pour le moins chaotiques et désormais plusieurs millions de travailleurs et travailleuses peuvent potentiellement perdre tous leurs droits sociaux à cette échéance.

Tout est donc organisé pour rendre la vie des étranger·ères impossible, en soumettant quotidiennement les travailleur·euses et leur famille, mais aussi les étudiant·es à une violence sociale, administrative et institutionnelle incompatible avec la promesse démocratique de nos sociétés.

Par ce que la précarisation administrative des travailleur·euses étranger·ères, fragilise les droits de tous les travailleur·euses du pays, La CGT exige le respect qui est dû à chacun et chacune et revendique :

- **La délivrance de titres de séjour pour tous les travailleuses et travailleurs sans papiers** ;
- **Un accès rapide et sécurisé pour renouveler les titres de séjour** ;
- **La continuité des droits sociaux pour les renouvellements de titres**.

Par ce que nous sommes toutes et tous des travailleurs et travailleuses : le 18 décembre partout en France, toutes et tous en manifestation.

Montreuil, le 17 décembre 2025

© 2024 servicepresse.cgt.fr